

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PROVENCALE NAU BOUQUES

Nau Bouques

66600 VINGRAU

Réf: 2025-106-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 sur la carrière située au lieu-dit "Nau-Bouques" sur la commune de VINGRAU.

L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de :

- l'instruction du porter à connaissance concernant une demande de modification des conditions d'exploiter ;
- l'actualisation de la demande de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées suite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PROVENCALE NAU BOUQUES
- Nau Bouques 66600 VINGRAU
- Code AIOT dans GUN : 0006604892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La PROVENCALE transforme depuis 1933 les carbonates de calcium extraits de ses diverses carrières en produits industriels. Cette entreprise dont le siège social se trouve à Brignoles, dispose de plusieurs usines situées en France et à l'étranger. L'usine principale est toutefois celle située dans les Pyrénées-Orientales.

Le gisement exploité est associé aux formations calcaires blanches datées du Jurassique Supérieur.

Cette formation spécifique en forme de filon se localise sur les communes de TAUTAVEL, VINGRAU et ESPIRA-DE-L'AGLY et est exploitée par les sociétés OMYA et PROVENCALE sur plusieurs carrières. Historiquement l'exploitation de la carrière «Nau Bouques» était associée à la carrière «La Narède» située à proximité.

Initialement ces carrières ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1973 puis renouvelées pour une durée de 20 ans par l'arrêté préfectoral du 27 juin 1984.

À l'issue de l'instruction de la 2^e demande de renouvellement en 2004, seul le site de «La Narède» a été autorisé ce qui a conduit à suspendre l'exploitation sur «Nau Bouques».

Après une longue période d'instruction liée à la nécessité de disposer d'une dérogation au titre des espèces protégées, le renouvellement et l'extension de la carrière Nau-Bouques ont été autorisés par arrêté du 25/03/2014.

L'autorisation a été accordée pour une durée de 30 ans et concerne une surface de 40ha 45a dont 9,9 ha doivent être exploités.

La dérogation pour destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées, nécessaire pour l'exploitation de ce site, a été accordée par arrêté du 03/02/2015.

À la suite de l'obtention de cette dérogation une 1^{re} phase de défrichement a été mise en œuvre sur le mois de février 2015, qui a concerné les emprises d'accès à terrasser et à aménager ainsi qu'un partiel de la surface d'exploitation de la phase 1.

Le défrichement a été arrêté fin février compte tenu des périodes autorisées par l'arrêté de dérogation.

L'arrêté accordant la dérogation ayant été annulé par jugement du tribunal administratif du 03/05/2016, l'exploitation de la carrière de Nau-Bouques ne peut actuellement être réalisée que sur les zones défrichées en février 2015 et antérieurement qui sont considérées comme dénaturées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite l'inspection a pu constater que :

- l'exploitation est circonscrite au périmètre qui a été défriché pendant le mois de février 2015 suite à l'obtention de l'autorisation d'exploitation et de dérogation et antérieurement ;
- il n'y a pas eu d'extension de ce périmètre défriché par rapport au plan annexé au constat d'huissier établi en 2015 et qui a été jalonné ;
- le site a peu évolué depuis la dernière inspection du 22/02/2022 ;
- l'exploitation est cohérente avec le plan de phasage, bien que le rythme ait été ralenti compte tenu de l'instruction judiciaire en cours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|---|---|
| N°1 : Respect du périmètre défriché | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.2 |
| N°2: Modification des conditions d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 1.6.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- zone défrichée ;
- piste d'accès ;
- travaux d'exploitation.

Cette visite n'a pas amené de constat de fait susceptible de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Respect du périmètre défriché

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.2 |
| Thème(s) : Autre, Défrichage |
| Prescription contrôlée : Le défrichement est réalisé en période compatible avec le cycle biologique des espèces. <i>L'arrêté de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées du 03/02/2005 autorise le défrichement de la végétation uniquement entre le 15 août et le 28 février.</i> Préalablement au défrichage l'emprise des terrains à exploiter fait l'objet d'une délimitation rigoureuse par l'intermédiaire de bornes facilement visible et repérable de loin ou par des dispositifs d'efficacité équivalente, placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. |
| Constats : La précédente inspection sur cette thématique a été réalisée le 22/02/2022, à cette occasion il a été rappelé que : <ul style="list-style-type: none">• les travaux de défrichement et décapage ont été régulièrement menés sur cette carrière en février 2015 suite à l'autorisation délivrée le 25/03/2014 et à l'arrêté du 03/02/2015 portant dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées ;• sur les 3,7 ha prévus en défrichement durant la première phase d'exploitation, environ 1,4 ha ont été défrichés et la société PROVENCALE a limité les travaux à cette zone défrichée considérée comme ayant été dénaturée ;• le constat d'huissier réalisé le 27/02/2015 permet de délimiter la zone défrichée de 1,4 ha ;• la PROVENCALE maintien une production réduite sur la carrière Nau-Bouques en moyenne de 9 kt sur les 10 dernières années• le plan d'exploitation est mis à jour, ce qui permet de confirmer que l'exploitation actuelle reste circonscrite à la zone défrichée en février 2015 et antérieurement. Au cours de la visite l'inspection a pu constater que : <ul style="list-style-type: none">• suite à la visite de 2022 la société PROVENCALE a ajouté des jalons afin de mieux visualiser sur le terrain le périmètre de la zone défrichée ;• l'exploitation est cours sur le front situé entre les gradins 395 m et 410 m NGF (pelle en activité et présence de tombereaux en opération de déstockage) ;• la dernière mise à jour du plan d'exploitation, bilan annuel 2024, confirme le respect du périmètre défriché ;• le plan d'exploitation est cohérent avec le dernier avenant signé avec la société OMYA concernant le raccordement avec la carrière dite « de la Télévision » prévoyant le raccord des banquettes 410 m, 395 m, 380 m et 365 m NGF. La visite de terrain n'a pas appelé d'observation particulière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°2: Modification des conditions d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 1.6.1 |
| Thème(s) : Autre, Porter à connaissance |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : Suites à l'annulation de l'arrêté accordant la dérogation au titre des espèces protégées, les travaux d'extraction sur la carrière de Nau-Bouques ont été restreints au périmètre défriché considéré comme dénaturé. Le site n'a donc pas pu être mis en exploitation conformément au phasage prévu dans l'arrêté d'autorisation. Suite aux différentes décisions de justice concernant l'arrêté accordant la dérogation au titre des espèces protégées, l'exploitant confirme leur intention de mettre à jour le dossier de dérogation afin d'intégrer les motivations des jugements et obtenir une nouvelle dérogation. Parallèlement la société PROVENCALE souhaite en cohérence modifier les conditions d'exploitation de la carrière de Nau-Bouques, plus précisément la société PROVENCALE souhaite : <ul style="list-style-type: none">• augmenter le rythme d'extraction pour compenser en partie la baisse d'activité sur la carrière Nau-Bouques sur les 10 ans d'instruction du recours ;• modifier le périmètre initial d'extraction et les conditions d'exploitation pour tenir compte des reconnaissances complémentaires effectuées sur le gisement et des mesures de réductions envisagées dans la demande de dérogation. L'exploitant rappelle les différentes étapes des jugements suite à l'arrêté du 03/02/2015 accordant la dérogation pour destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées : <ul style="list-style-type: none">• le jugement en référé du 20/07/2015 a suspendu la dérogation ;• le jugement du tribunal administratif du 03/05/2016 a annulé l'arrêté de dérogation ;• les arrêtés du 14/09/2018 de la cour administrative ont confirmé le jugement du tribunal administratif du 03/05/2016 ;• la décision du conseil d'État du 03/06/2020 a confirmé que le gisement de Calcaire blanc exploité sur la carrière Nau-Bouques présente un intérêt impératif majeur et qu'il n'y a pas de solution alternative et annulé en conséquence les arrêtés de la cour administrative d'appel et renvoyé les affaire devant cette cour ;• par arrêté du 17/12/2020, la cour administrative d'appel a confirmé l'arrêté du tribunal administratif du 03/05/2016 considérant sur le fond que le dossier de dérogation était insuffisant pour pouvoir apprécier les impacts du projet sur l'état de conservation des espèces concernées et la portée des mesures compensatoires ;• la décision du conseil d'État du 28/12/2022 a confirmé ce dernier jugement. Un premier Porter à connaissance a été déposé. Les demandes de compléments suivantes sont formulées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• confirmer l'évolution du tonnage envisagée en % par rapport au tonnage mentionné dans l'autorisation ;• ajouter une carte « dézoomée » montrant la totalité du périmètre autorisé (et des autres périmètres projet et évolutions) ;• compléter l'analyse des aspects indexés à l'évolution du tonnage qui correspond à la principale modification• ajouter un paragraphe précisant les impacts paysagers en phase d'exploitation ;• améliorer les photos présentant l'impact paysager vu du Pas de l'Échelle ; |

- Justifier l'absence de fossé périphérique amont ;
- intégrer les conditions de gestion des eaux pluviales issues du raccordement avec OMYA ;
- Intégrer l'avenant à la convention OMYA et confirmant la cohérence du projet avec cet avenant ;
- confirmer que les mesures prévues dans la demande de dérogation sont intégrées dans cette demande de modification des conditions d'exploiter la carrière de Nau-Bouques.

L'exploitant confirme que le PAC sera modifié afin d'intégrer ces demandes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet